

Jean Leduc

Ernest Lavisse

L'histoire au cœur

ARMAND COLIN

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements



d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

© Armand Colin, 2016

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur
11 rue Paul Bert 92247 Malakoff cedex

ISBN : 978-2-200-61484-3

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avant-Propos

S'il existe en France une trentaine de rues « Ernest Lavisce » (dont un tiers dans son département natal, l'Aisne), ce nom n'a été donné qu'à deux groupes scolaires (dans sa commune natale, Le Nouvion-en-Thiérache, et à Saint-Quentin) et ne figure au fronton d'aucun collège ou lycée, alors que plusieurs historiens qui furent ses contemporains (Victor Duruy, Fustel de Coulanges, Camille Jullian, Gabriel Hanotaux) ont eu cet honneur. Prononcer, aujourd'hui, son nom éveille pourtant quelques échos. Chez les interlocuteurs les plus âgés la réponse est généralement : « Ah oui ! Les Petits Lavisce », vague réminiscence de manuels encore en usage dans l'enseignement primaire des années 1950. Dans les débats actuels sur les usages publics de l'histoire et l'« identité nationale », il n'est pas rare d'entendre évoquer – qu'on en rêve ou qu'on la vilipende – « l'histoire de France à la Lavisce ». Quant au petit monde des historiens d'aujourd'hui, il connaît les volumes de l'*Histoire de France* que Lavisce a dirigée et dont une réédition est en cours, même si, depuis des décennies, ils ne servent plus d'outils de travail et ne sont pratiqués que par les spécialistes de l'historiographie et les bibliophiles. Presque un siècle après son décès, Lavisce survit donc par ses publications ou, plutôt, par le message qu'on leur prête... trop souvent sans les avoir lues avec attention.

Il est d'autres aspects de l'œuvre de Lavisce qui, pour être méconnus, font de lui un précurseur. Nommé à la Sorbonne en 1880, il y est un acteur majeur de la mise en place d'un véritable cursus d'études supérieures. Président du jury de l'agrégation d'histoire et de géographie dans les années 1890, il fait introduire l'obligation, pour s'y présenter, d'une année préalable d'initiation à la recherche sanctionnée par l'obtention d'un Diplôme d'études supérieures, rebaptisé ultérieurement

Maîtrise puis Master, obligation étendue, au début du xx^e siècle, à l'ensemble des disciplines d'enseignement. Il suscite aussi la création d'un stage de sensibilisation préalable à l'agrégation pour les candidats n'ayant jamais enseigné, à défaut de faire accepter son projet d'une formation professionnelle d'une année après la réussite au concours qui ne sera instituée qu'un demi-siècle plus tard. Si la « leçon professionnelle » qu'il expérimente à l'oral de l'agrégation d'histoire et géographie fonctionne mal et est abandonnée, des épreuves de ce type sont introduites un siècle plus tard au CAPES. Il est aussi le principal auteur des Instructions officielles de 1890 pour l'enseignement secondaire de l'histoire ainsi que le rédacteur, en 1882, d'un article de dictionnaire sur l'enseignement historique à l'école primaire qui, en l'absence d'instructions pédagogiques spécifiques, fait longtemps autorité.

La réflexion et l'action de Lavisse ne se limitent pas à sa discipline et à l'université : il milite pour une libéralisation de la vie scolaire et pour que la volonté d'instruire les élèves ne fasse pas oublier la nécessité de les éduquer, plus précisément de les préparer à leurs responsabilités d'adultes dans une société démocratique. Il écrit, en 1889, dans la préface d'*Études et étudiants* (Armand Colin, 1890, p. XI) :

Il faut revenir à l'idée que l'esprit de l'écolier est un instrument à façonner, non pas un magasin à remplir et que l'enseignement secondaire a pour unique objet l'éducation intellectuelle et morale.

Ce souci d'éduquer, s'il concerne au premier chef la jeunesse, vise aussi l'ensemble de ses concitoyens auxquels il s'adresse volontiers par des discours et dans la presse. Il est donc normal que ce soit d'abord comme éducateur qu'il soit perçu par ses contemporains. En 1893, Gabriel Compayré¹ écrit que « c'est à un éducateur national que l'Académie ouvre ses portes » et Émile Chauvelon² qu'« il est, sans comparaison possible, le mieux inspiré de nos éducateurs contemporains ». La même année, dans *La Revue politique et littéraire. Revue bleue* du 11 mars, Henry Bérenger³ lui consacre un article intitulé « Un éducateur national. M. E. Lavisse ». L'éditorialiste du *Petit Parisien* du 1^{er} juin 1905, Jean Frollo⁴, affirme qu'« il mérite le beau nom de premier éducateur de France » et le 3 mars 1906, André Maurel⁵, à la

une du quotidien *Gil Blas*, titre un article dithyrambique « Le grand éducateur de France ». Au lendemain de son décès, Maurice Kuhn⁶ écrit dans *Le Journal des instituteurs* du 30 septembre 1922 :

Ce grand homme était un grand éducateur qui sentait profondément l'unité de notre enseignement national et dont la pensée, au lieu de s'arrêter aux doctes murailles de la Sorbonne, se prolongeait naturellement jusqu'au petit peuple dont il était issu et dont la santé morale et intellectuelle lui tenait à cœur.

En dehors de sa contribution très active à diverses initiatives patriotiques, Lavisse s'engage moins résolument que d'autres intellectuels dans les débats de politique intérieure de son temps – à commencer par l'Affaire Dreyfus – car il redoute par-dessus tout les conflits internes qui affaiblissent la nation. Pour autant, il n'est pas absent du mouvement social : c'est un citoyen actif qui prête son concours à de nombreuses initiatives d'utilité publique dans des secteurs très divers.

Dans la notice nécrologique qu'il lui consacre, le 26 août 1922, dans la revue *Europe nouvelle*⁷, Benjamin Crémieux nous semble rendre bien compte de l'ampleur son action.

Au seul énoncé du nom d'Ernest Lavisse, vingt images différentes et complémentaires prennent forme et couleur. C'est, sur les rayons d'une bibliothèque, les dix-huit volumes, brochés de vert tendre, de l'*Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution* et, brochés en jaune doré, les neuf tomes de l'*Histoire de France contemporaine de 1789 à 1919*.

C'est ensuite, par une journée de juillet, au pays de Thiérache, un vieillard aux yeux clairs et au jeune sourire au milieu d'une barbe hirsute qui parle aux petits écoliers de son village natal. C'est ce même vieillard descendant les escaliers de la Sorbonne ou de l'École normale supérieure et interpellant familièrement l'étudiant qui le croise, l'interrogeant, lui prodiguant encouragements et conseils.

C'est aussi, revêtu de l'habit vert à palmes d'or, un académicien prodigue de harangues. C'est, vingt-huit années durant, dans le cadre d'un cabinet sans faste, le directeur de la *Revue de Paris*. C'est, dans l'appartement haut juché de la rue de Médicis, ouvert sur les ombrages royaux du Luxembourg, le vieux maître accueillant les générations successives de ses disciples, demeurés ses amis. C'est l'organisateur, l'administrateur, le réformateur, théorisant

d'abord, soutenant ensuite dans la presse, au Conseil supérieur de l'Instruction publique, ses projets, endossant ensuite crânement la responsabilité de les mettre en pratique.

Historien de Frédéric II, de l'Allemagne moderne, de Louis XIV, animateur et architecte de la grande *Histoire générale* (le « Lavisse et Rambaud ») puis de la grande *Histoire de France* (le « Lavisse » tout court), directeur de l'École normale supérieure, directeur de la *Revue de Paris*, académicien, pédagogue, militant, journaliste, sans oublier, aux débuts de sa carrière, son passage aux confins de la politique comme chef de cabinet de Victor Duruy et son préceptorat du prince impérial, ce qui subsistera surtout de cette activité inlassable et multiple de soixante années, ce sera la figure du grand universitaire et, si l'on peut dire, d'une des plus ardents et des plus lucides « orienteurs » de la démocratie française depuis 1870.

Tout cela, Lavisse le met en œuvre sans jamais occuper de poste dirigeant dans l'appareil d'État, sans être non plus le « patron » d'une école historique. Il apparaît plutôt, pendant les deux dernières décennies du XIX^e siècle et les deux premières du XX^e, comme un agitateur d'idées et un homme d'influence dont le rayonnement s'étend bien au-delà du monde universitaire.

Cet ouvrage n'est pas une biographie en bonne et due forme mais plutôt une tentative pour présenter les multiples réalisations du personnage – ou engagées par lui – et pour en mesurer la portée à travers les témoignages de ses contemporains. C'est l'homme public qui apparaît ici, celui qui fait cours et discours, écrit livres et articles, s'engage dans les débats et prend des responsabilités, celui dont il est souvent question dans la presse qui lui ouvre largement ses colonnes et rend abondamment compte de ses faits, gestes et écrits. Nous n'avons ni cherché à raconter sa vie privée, ni essayé d'en dresser un portrait en pied mais plutôt tenté de prendre la mesure de la place qu'il occupe et de la trace qu'il laisse dans la France de la Troisième République et au-delà⁸.

Étapes d'une vie

ENFANCE ET JEUNESSE

Ces années sont celles qu'évoque Lavisce dans *La Revue de Paris* du 15 novembre 1902 (« Souvenirs d'une éducation manquée ») et, dix ans plus tard, dans quatre articles de la même revue en octobre-décembre 1912. Ces quatre articles sont, peu après, regroupés dans un livre intitulé *Souvenirs* qui paraît chez Calmann-Lévy¹. Lavisce a alors soixante-dix ans.

Ernest Lavisce naît le 17 mars 1862 au Nouvion-en-Thiérache, bourg de l'Aisne, aux confins du département du Nord, qui compte alors trois mille d'habitants. Ses parents possèdent, au centre de la localité, rue des Prisches, une maison comportant un magasin. Lavisce se qualifie lui-même dans ses *Souvenirs* de « petit bourgeois de petite ville ».

Du côté paternel, l'arrière-grand-père, Pierre-Joseph (1768-1830) et le grand-père, Louis-Joseph (1792-1851) étaient marchands de fil de dentelle. Ernest doit beaucoup à sa grand-mère paternelle Julie, née Lebon, (1790-1881) dont, dans sa petite enfance, il partage la chambre : « Ma grand-mère fut pour moi le vivant témoin du passé ». Son père, Louis-Valéry (1816-1881), après avoir été clerc de notaire au Nouvion puis employé de commerce à Paris, ouvre, dans la maison de la rue des Prisches apportée en dot par son épouse, une boutique de nouveautés à l'enseigne « Au petit bénéfice ». La mère d'Ernest, Henriette Levent, est issue d'une famille de cultivateurs et brasseurs d'Oisy, localité proche du Nouvion, ce qui fera écrire à Sébastien Charléty dans la *Revue de Paris* en février 1929 qu'il était « demi-bourgeois, demi-paysan ».

N° 153
 Le 10^{me} jour de Décembre, à huit heures du soir, est né
 Naisance en la paroisse pardevant nous Louis Joseph Promet,
 veuve Daymont, ne remplissant les fonctions d'officier de
 l'état civil de la commune du Nouvion, chef lieu
 de Canton, arrondissement de Reims, département
 de l'Aisne; témoin par lui Louis Valery, docteur
 Lavisse, marisand, âgé de vingt six ans, domicilié
 au Nouvion, Rue de Prisches, lequel nous
 a présenté un enfant de sexe Masculin, né audit
 Nouvion, le jour d'hui, à neuf heures et demie du soir,
 de lui déclarant et de Dame Henriette Speriane
 Levant, âgée de vingt six ans, domiciliée son épouse en
 ladite commune, auquel enfant il a été donné les
 prénoms de Ernest.
 Le présent acte a été rédigé en présence des Juges
 Louis Joseph Lavisse, marisand, âgé de vingt six
 ans et Claude Joseph Olivier, notaire, âgé de
 cinquante ans, tous deux domiciliés en
 ladite commune, et ont les tenus et le comparant
 signé avec nous la présent acte après lecture faite.

Acte de naissance d'Ernest Lavisse

De lointains cousins paternels, les Godelle (le père de la grand-mère Julie, Jean-Baptiste Lebon, a épousé en 1776 une Godelle), connaissent une belle ascension sociale. Camille Godelle (1804-1874), qu'Ernest qualifie d'« un de mes bienfaiteurs », est député de l'Aisne (1849-1851), Conseiller d'État (1852-1864) puis sénateur (1864-1870). Son fils, prénommé aussi Camille (1832-1899), est magistrat, Conseiller d'État (1874), député bonapartiste de l'Aisne (1877-1878), de la Seine (1879-1881) puis de nouveau de l'Aisne (1889-1893). C'est Camille Godelle père qui s'entremet pour qu'Ernest, après quatre années à l'école primaire du Nouvion (1848-1852), entre au Collège de Laon avec une bourse d'internat. Il y suit les classes de Septième, Sixième et Cinquième. Il fait sa première communion à la cathédrale de Laon en 1855 : « Je ne sentis vraiment d'émotion religieuse que pendant les jours qui précédèrent ma première communion [...] À la maison je n'avais pas reçu d'éducation religieuse »².

La même année 1855 il entre au Lycée Charlemagne de Paris, en Quatrième. Son niveau étant – *a priori* puisqu'il vient d'un petit collège de province – jugé insuffisant, il reste deux ans dans cette classe. De sa seconde Quatrième à la Rhétorique ses résultats sont très bons, en particulier en langues anciennes où il obtient, chaque année, prix ou accessits au Concours général des Lycées de Paris. Cela lui vaut la gratuité de la pension à l'Institution Barbet-Massin où, le lycée Charlemagne ne comportant pas d'internat, il est logé comme beaucoup de ses condisciples. Il noue au lycée des relations d'amitié durables avec des élèves de son âge (Henry Lemonnier, Albert Dumont, Augustin Filon) ou plus jeunes (Albert Duruy, Paul Vidal de la Blache). Il est souvent reçu au domicile parisien des cousins Godelle et c'est encore Camille père qui conseille à Ernest – lequel a abandonné sa première idée de préparer le concours de Saint-Cyr – de s'orienter vers l'École normale supérieure et qui persuade Lavisse père de l'y autoriser. Comme c'est alors l'usage pour les candidats au concours d'entrée rue d'Ulm, Ernest fait une seconde année à Charlemagne en « Rhétorique vétérans » (1860-1861) puis prépare le baccalauréat en classe de « Logique » (Philosophie). Il réussit, en 1862, cet examen puis le concours d'entrée à l'ENS (Section des lettres) où il est reçu second. Pendant ces deux années de fin d'études secondaires (1860-1862) la pension Barbet-Massin le loge dans une chambre indépendante. Il raconte dans ses *Souvenirs* avoir profité de cette liberté pour participer à un « groupe littéraire » qui affiche des sympathies républicaines, « cessé de croire » et noué des relations avec une voisine, Louise Lecœur, « brunisseuse » (polisseuse) de bijoux. Toujours selon ses *Souvenirs*, c'est en classe de Logique qu'il décide d'être professeur d'histoire.

Je commençai à me préoccuper de mon avenir. Ce n'était point de moi-même, ou poussé par la force d'une vocation, que j'avais choisi la profession où j'allais entrer ; mais elle ne me déplaisait pas. J'ai toujours aimé les jeunes êtres ; il m'a plu toujours d'expliquer des choses après les avoir bien comprises. Plusieurs fois, assis sur mon banc en classe, je me voulus à la place du maître, en chaire sous la robe noire.

Après de courtes réflexions, je me décidai à choisir, entre les enseignements, celui de l'histoire [...] Je sentais en moi la curiosité du passé dont les monuments m'émouvaient. Et puis j'avais entendu des témoins d'une grande histoire [...] Quand mon oncle Garbe disait « Tout d'un coup v'la l'Empereur

qui passe » il avait le regard dont il regarda Napoléon. Quand ma grand-mère me montrait l'endroit où pointa la lance des Cosaques, sa figure exprimait l'angoisse de ce moment-là [...] Ce passé ne m'était donc pas étranger [...] Il me semblait que le grand office de l'histoire est de suivre la route humaine étapes par étapes, jusqu'à notre étape à nous, de façon à nous montrer d'où nous venons, où nous sommes, où nous allons peut-être.

Il passe trois ans (1862-1865) à l'École normale supérieure, y retrouve ses amis Vidal et Dumont et s'en fait de nouveaux (Gabriel Monod, Alfred Rambaud, Pierre Foncin, Alfred Croiset). En 1865, il est admis second – sur quatre – à l'Agrégation d'histoire et géographie. « À cette date finit une période de ma vie »³. Affecté au lycée de Nancy, il y enseigne une année (1865-1866) avant d'être muté au lycée de Versailles à la rentrée de 1866.

C'est alors qu'il épouse, en décembre 1866, au Nouvion, Marie-Aline Longuet, de deux ans son aînée (1840-1915), fille de cultivateur. Pour Marie-Aline il s'agit d'un remariage : elle est veuve de Laurent-Amédée Née, décédé le 13 avril 1864 à Ivry (Seine). De ce côté aussi, il y a une parenté qui fait carrière. La sœur de Marie-Aline, Laure (1845-1925) épouse en 1864 Henri Dehon (1893-1922) : ils marient leur fille Marthe au comte Robert de Bourboulon (1861-1932), grand chambellan de la cour de Bulgarie. Cette parenté, contrairement à celle des Godelle, ne joue aucun rôle dans la carrière de Lavisse. Madame Lavisse est rarement mentionnée dans la rubrique « mondanités » de la presse où Ernest figure, lui, très souvent. Elle pratique la bienfaisance, préside une « Association charitable pour la création d'asiles gratuits de petites filles mendiante ou moralement et matériellement sans ressources », anime une « Œuvre parisienne des colonies maternelles scolaires » (séjours à la campagne d'élèves pauvres des écoles maternelles), siège au Comité de patronage des « Maisons familiales de repos pour le personnel de l'enseignement féminin » et à celui de l'« Association des institutrices diplômées ».

Le couple Lavisse n'a pas d'enfants. Pourtant, une certaine Marcelle Née est qualifiée de « petite-fille » de Lavisse, d'abord sur son portrait peint par Ernest Hébert en 1901 alors qu'elle a sept ans, plus tard par la presse qui annonce les fiançailles (1918) puis le mariage (1919),

à l'église Saint-Sulpice, de la « petite-fille de M. Lavisse » avec le capitaine d'aviation Henri Rebourg, ingénieur avant la guerre. Selon *La pensée française* du 14 octobre 1922, Lavisse, dans une conversation avec la princesse Mathilde Bonaparte, aurait parlé de « ma petite-fille Marcelle qui ne cesse de m'accabler de questions ». Les Lavisse ont-ils adopté cette Marcelle ? Est-elle la fille d'un certain Laurent-Amédée Née, marié à Paris en 1892 ? Ce dernier, qui a les mêmes nom et prénoms que le premier mari de Madame Lavisse, est-il né du premier mariage de cette dernière et a-t-il été élevé ailleurs ?

Pour compléter ce tour d'horizon familial, il convient de mentionner la sœur et le frère d'Ernest. Aglaé-Stéphanie (1845-1901) épouse en 1867 Clair-Hippolyte Lepape, employé de commerce à Paris. Ils ont deux filles dont Lavisse est témoin de mariage : Henriette, née en 1869, épouse elle aussi un employé de commerce, Émile Esmery ; Jeanne, née en 1874, institutrice, épouse un instituteur, Julien Quiévreux. Toutes deux sont présentes, en 1922, lors du décès de leur oncle. Le frère d'Ernest, Émile-Charles (1855-1915), s'engage dans l'armée en 1873 et atteint le grade d'adjudant en 1880. Il fait partie de la première promotion de l'école de Saint-Maixent, créée en 1881 pour les sous-officiers qui veulent devenir officiers. Il fait ensuite belle carrière et beau mariage. Il est officier d'ordonnance de deux ministres de la Guerre – les généraux Mercier et Zurlinden – au temps de l'Affaire Dreyfus. Lieutenant-colonel, il commande son ancienne école de Saint-Maixent de 1907 à 1911. Général, il est à la tête de la 12^e brigade d'infanterie au début de la Grande Guerre et meurt en juin 1915 des suites d'un accident dans une tranchée. Il a épousé Suzanne, fille du latiniste Gaston Boissier, ancien professeur d'Ernest au Lycée Charlemagne, professeur au Collège de France (1862) et membre de l'Académie française (1876). Émile est l'auteur de plusieurs livres. En 1887, au temps des Bataillons scolaires, paraît chez Colin *Tu seras soldat*, manuel à l'usage des Cours moyen et supérieur des écoles primaires mêlant des descriptions de l'institution militaire et de la vie des soldats à des récits d'épisodes de la guerre de 1870 et de faits d'armes accomplis en Algérie et en Indochine. Dans la forme comme dans le fond, on n'est pas loin de la rhétorique de

« Pierre Laloi », le pseudonyme sous lequel Ernest publie ses manuels d’instruction civique et morale et l’on peut imaginer l’aîné prêtant son concours au cadet. Trois autres ouvrages d’Émile paraissent au début du xx^e siècle. Dans le dernier, intitulé *La tenue de campagne. Comment l’améliorer*⁴, il en dénonce les parties trop voyantes dont le pantalon rouge. Précurseur, il recommande « une tenue peu voyante [...] la couleur gris-bleu semble remplir ces conditions » : le « bleu-horizon » sera introduit en novembre 1914.

Ernest reste fidèle à ses racines. Il vient souvent au Nouvion, en particulier au moment des fêtes de fin d’année et pendant les congés d’été. Il représente le ministre de l’Instruction publique à l’inauguration, le 12 juin 1891, du groupe scolaire qui porte aujourd’hui son nom. C’est au Nouvion, qu’il prononce, de 1903 à 1913, des discours de distribution des prix qui ont les honneurs de la presse nationale⁵. Il se fait construire une grande maison avec jardin rue de la Croix, à la sortie Est du bourg. Comme beaucoup d’autres au Nouvion, cette propriété, ainsi que sa maison natale, seront incendiées par les Allemands en 1914. Il honore parfois de sa présence les sociétés savantes de l’Aisne.



Au fond du cimetière du Nouvion, dans le carré familial, reposent, sous des dalles très simples, aux côtés d'Ernest et de son épouse, ses parents et grands-parents paternels tandis que deux plaques rappellent le souvenir de sa sœur et de son frère inhumés ailleurs.

LES DÉBUTS D'UNE ASCENSION (1866-1880)

Ernest n'enseigne au lycée de Versailles qu'une année scolaire. Une première opportunité de carrière lui est fournie par ses relations avec Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique. Condisciple et ami d'un fils Duruy, Albert, il a fait connaissance du père en 1864. À la rentrée de 1867, il est « chargé de suppléances » dans les lycées de Paris puis, en juillet 1868, nommé « suppléant » au lycée Napoléon (ex-lycée Henri IV).

Il est simultanément introduit dans les allées du pouvoir et cela à un double titre. Victor Duruy l'engage comme secrétaire particulier, rue de Grenelle. « Quant à moi, secrétaire particulier du ministre, ma fonction principale était la lecture et l'analyse de la correspondance personnelle » dira-t-il en 1913 dans un discours en l'honneur de Duruy. Puis il pénètre au palais des Tuileries, non – comme on l'écrit encore souvent – en tant que précepteur⁶ du fils de Napoléon III, le « Prince impérial » Eugène-Louis, mais seulement comme « répétiteur » pour l'histoire. Inscrit au lycée Napoléon, le prince n'y suit pas les cours et ce sont les professeurs qui se déplacent aux Tuileries. « On vit arriver pour les leçons d'histoire le jeune Ernest Lavisse, le teint en grains de son, avec une petite barbiche rousse »⁷. Quand cessent ses fonctions de secrétaire du ministre lors du limogeage de ce dernier (juillet 1869), Lavisse poursuit ses leçons à domicile au prince.

Ces années sont aussi celles où il prononce ses premières conférences publiques (à Versailles en 1867 sur « La Fronde dans les Mémoires du cardinal de Retz », aux Soirées littéraires de la Sorbonne, en 1869, sur « Les Mémoires de Montluc » et sur « Sully d'après ses Mémoires »). Il fait son premier discours de distribution des prix au lycée Napoléon, le 10 août 1869, sur « La vie de collègue en Angleterre ». Il adhère à la Société de l'Histoire de France (1870). Il prête aussi son concours, à partir de novembre 1867, à l'« Association de la Sorbonne » qui organise des

cours secondaires pour les jeunes filles, conformément à une Circulaire de Victor Duruy du 30 octobre précédent. À cette époque, le couple Lavisse habite 22 rue Soufflot puis déménage, en 1870, non loin de là, 5 rue de Médicis, en bordure du Jardin du Luxembourg.

La guerre éclate et, bientôt, commence le siège de Paris (septembre 1870-janvier 1871). Comme le font Victor Duruy (à 59 ans) et deux de ses fils (Anatole et George), Lavisse s'engage dans la garde nationale et sert sur les fortifications dans la Première compagnie du 252^e bataillon⁸. Dans le « Récit » qui clôture, en 1880, son manuel *La première année d'instruction morale et civique*, au lieu, comme il l'a fait dans les chapitres précédents, de mettre en scène des personnages, il s'exprime à la première personne. Le cessez-le-feu doit entrer en vigueur le 28 janvier 1871 à minuit : « Le bataillon de la garde nationale auquel j'appartenais était aux avant-postes [...] Paris allait capituler ». Dans un article du quotidien *Le Temps* du 11 août 1914, intitulé « Quarante-quatre ans après », il revient sur cet épisode :

Il y a quarante-quatre ans, les soirs où je ne montais pas la garde au rempart, de la fenêtre auprès de laquelle j'écris en ce moment, je voyais entre les hauts toits des pavillons du Luxembourg, un éclair s'allumer sur la colline de Châtillon, puis j'entendais le coup de canon, puis le sifflement sinistre et enfin le fracas de l'obus éclaté dans le jardin ou dans les rues voisines [...] Le jour vint où Paris capitula [...] Ce fut le silence, mais quel silence ! [...] Il me sembla que toute la vie de la France se taisait.

Il est à jamais marqué par cette guerre et cette défaite. Il fait paraître, dans le numéro du 1^{er} septembre 1871 de la *Revue des Deux Mondes*, un long article intitulé « L'invasion dans les départements du Nord » dont l'imprimerie De Coquet de Laon fera, l'année suivante, un livre, son tout premier, *L'invasion dans le département de l'Aisne*. Quand, en avril 1872, il demande un congé pour aller préparer ses thèses en Allemagne, il se justifie ainsi⁹ :

Personne n'a senti plus vivement que moi les malheurs dont je ne me consolerais jamais et n'est plus disposé que moi à travailler suivant mes forces à l'œuvre de réparation [...] Je ne songe en aucune façon à quitter l'Université ; bien au contraire, je veux me mettre à même de mieux la servir, ce que je ferai certainement quand je saurai l'allemand, que je connaîtrai les principaux travaux historiques allemands.

La suite de sa carrière ne souffrira pas de la fidélité qu'il manifeste jusqu'au bout aux personnages du régime déchu. Il noue des relations de plus en plus étroites avec la famille Duruy. L'ancien ministre vient, au lendemain de la guerre, habiter dans le même immeuble et au même étage que les Lavisse. Veuf, il se remarie en 1873 et a un dernier fils, Louis-Victor, dont il demande à Lavisse d'être le parrain. Il ne parvient pas à opérer un retour en politique mais sa fidélité au bonapartisme n'empêche pas les républicains, devenus maîtres du pouvoir, d'utiliser sa compétence, se rappelant qu'il a été renvoyé du ministère en 1869 sous la pression des cléricaux. Il préside, rue de Grenelle, diverses commissions et est membre des Académies des Inscriptions et Belles Lettres (1873) et des Sciences morales et politiques (1879) puis de l'Académie française (1884). Depuis longtemps auteur vedette chez l'éditeur Hachette, il en facilite l'entrée à Lavisse. Il le choisit, en 1893, comme tuteur potentiel de Louis-Victor. Ernest est présent à l'agonie de son mentor en 1894 et fait son apologie dans la *Revue de Paris* puis dans un ouvrage, *Un ministre, Victor Duruy* (A. Colin 1895). Il est ensuite la cheville ouvrière de diverses commémorations en son honneur. Il conserve des relations amicales avec deux des fils issus du premier mariage de Duruy, Albert, journaliste bonapartiste, et Georges, professeur d'histoire à Henri IV et à Polytechnique. Quant à Louis-Victor, il entre à Polytechnique en 1892, est colonel en 1914 et est tué au combat la même année.

Lavisse conserve aussi des liens avec les Bonaparte: il rend visite à Napoléon III et Eugénie à Camden (Kent) en mars 1871, assiste aux funérailles de l'ex-empereur en 1873, est reçu en 1873, 1874 et 1875 au château d'Arenenberg (Suisse) où séjournent l'Impératrice et le Prince impérial, envoie des livres à Eugénie et des cours d'histoire et des devoirs (qu'il corrige) au prince. Il appelle ce dernier « Monseigneur »¹⁰, le prince lui donne du « Cher Monsieur Lavisse » et lui envoie ses « sentiments affectueux ». Lavisse commence à lui donner des conseils politiques lorsque plusieurs succès bonapartistes aux élections partielles de 1874 et 1875 semblent être des signes encourageants. Le 14 novembre 1874 il lui écrit : « Une bonne partie de la nation n'est pas encore décidée : le jour où elle se décidera pour

l'Empire – ce qui ne peut manquer – l'Empire sera fait ». Les élections générales de 1876 sont favorables, les bonapartistes constituant la moitié des élus non républicains. C'est pourtant à ce moment que les rapports se tendent. Avec Albert Duruy et Augustin Filon, Lavisse participe, en octobre 1876, au lancement d'un journal bonapartiste, *La Nation*. Le prince, qui n'a pas été consulté sur les articles, en désavoue plusieurs. Le 2 mars, Lavisse lui fait part de son amertume, critique ses « erreurs », lui reproche un parti « à la débandade ». Le 18 février 1877 il est encore plus dur, taxant le prince d'« ingratitude » et, dans les échanges suivants, le ton est de plus en plus aigre. Le 7 avril 1878 le cousin de Lavisse, Camille Godelle fils, candidat « impérialiste » perd une élection partielle dans l'Aisne. Est-ce l'élément déclenchant ? En tout cas, le 30 avril, Lavisse écrit au prince une dernière lettre : « Je sais qu'on demande l'impossible à votre Altesse mais je sais aussi que votre Altesse ne fait pas tout le possible [...] Je ne crois pas du tout à la possibilité d'une longue durée de la République, j'y crois moins que jamais, mais je pensais jadis que l'Empire seul pouvait succéder à la République ; je ne le pense plus ». Le 26 février 1879 le prince lui annonce son départ pour l'armée anglaise d'Afrique du Sud où il trouve la mort en juin suivant. Lavisse, à qui ses étudiants de l'École normale supérieure viennent présenter leurs condoléances, se rend aux obsèques en Angleterre. Il reste en relations avec l'ex-impératrice Eugénie, lui rend visite lorsqu'elle séjourne dans ses résidences françaises et la retrouve au chevet de la princesse Mathilde Bonaparte mourante en 1904. Eugénie s'éteint en 1920 : elle a dédié à Lavisse une lithographie la représentant en amazone qu'il légua, ainsi qu'un médaillon du Prince Impérial, au Musée Carnavalet. Pour s'en tenir aux familles ayant régné sur la France, Lavisse entretient aussi des relations avec le duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, son confrère à l'Académie française et son voisin au Nouvion où le duc possède un château.

On peut retenir de tout cela que Lavisse est devenu républicain par défaut, qu'il a mis huit ans à franchir le pas et qu'il reste jusqu'au bout fidèle en amitié aux hommes et femmes qui incarnent le souvenir du régime impérial.

Après cette longue parenthèse, et pour en revenir aux lendemains de la guerre de 1870-71, sa demande de séjour en Allemagne est agréée. Il obtient un « traitement de congé » de 500 F par an, part pour l'université de Göttingen puis, en 1873, pour celle de Berlin, entrecoupant ces trois années Outre-Rhin de retours en France et de séjours à Arenenberg. Il travaille à ses thèses sur les origines de l'État prussien. Il devient un collaborateur régulier de *La Revue des Deux Mondes* à laquelle il adresse des articles sur l'actualité du nouvel Empire allemand et sur l'histoire de la Prusse. Il soutient en Sorbonne, le 13 juillet 1875, sa thèse française (*Étude sur l'une des origines de la monarchie prussienne ou la Marche de Brandebourg sous la dynastie ascanienne*) et sa thèse latine (*De Hermannno Salzensi, ordinis teutonicis magistro*) devant un jury de cinq universitaires présidé par l'helléniste Émile Egger. Ces thèses, éditées par Hachette, font l'objet de plusieurs comptes-rendus élogieux. Sa thèse principale lui vaut, en 1877, un prix Théroouanne de 1 000 F de l'Académie française. Un second prix Théroouanne de 2 500 F lui sera décerné en 1880 pour son recueil d'articles *Études sur l'histoire de la Prusse*.

Il reprend, en 1875, son poste au lycée Henri IV mais pour un an seulement. En 1876, il entre dans l'enseignement supérieur, devenant « un des plus savants Maîtres de conférences de l'École normale supérieure » selon le directeur de cette dernière, Ernest Bersot. Il a trente-quatre ans. Sa carrière n'a encore rien eu d'exceptionnel si on la compare à celle de la soixantaine d'historiens universitaires nés entre 1840 et 1869 et passés, comme lui, par une grande école. Il a réussi l'agrégation à vingt-trois ans, ce qui est la médiane, a soutenu ses thèses à trente-trois et entre dans le supérieur à trente-quatre alors que, dans les deux cas, la médiane est de trente.

C'est aussi en cette année 1876 qu'il devient auteur de manuels d'histoire pour l'école primaire : engagé par l'éditeur Armand Colin – dont il a fait connaissance en 1870 dans la garde nationale – il publie en 1876 *Leçons préparatoires d'Histoire de France avec récits* et *La Première année d'histoire de France avec récits*.

Son accès dans le supérieur, c'est également son entrée dans la « Société pour l'étude des questions d'enseignement supérieur », créée

en mars 1878 et dont, sur proposition d'un des fondateurs, le directeur de l'École libre des Sciences politiques Émile Boutmy, il est élu Secrétaire général. Il y côtoie des hommes en vue et affine ses projets sur l'enseignement.

SUR TOUS LES FRONTS DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (1880-1891)

Sans s'y consacrer exclusivement, Lavisse déploie, pendant une décennie, une intense activité à tous les niveaux de l'enseignement. C'est à cette époque qu'il mérite le mieux le qualificatif d'« éducateur national ».

C'est, naturellement, dans son secteur d'exercice professionnel qu'il est le plus actif. Il quitte en 1880 la rue d'Ulm pour la Sorbonne où il est nommé suppléant, dans la chaire d'Histoire médiévale, de Fustel de Coulanges, lui-même nommé à la direction de l'École normale supérieure. Le 13 juillet 1881 il est fait chevalier de la Légion d'honneur. Le décret de nomination dit :

Ernest Lavisse : Maître de conférences à l'École normale supérieure, professeur suppléant à la Faculté des lettres de Paris, secrétaire de la Société pour la réforme de l'enseignement supérieur, lauréat de l'Institut : enseignement remarquable à l'École normale supérieure et à la Sorbonne. À tout particulièrement contribué au succès des conférences d'agrégation à la Faculté des lettres. Dix ans de service. Services exceptionnels.

Quand Fustel reprend sa chaire en Sorbonne, en octobre 1883, Lavisse est nommé « Directeur d'études pour l'histoire » puis accède en décembre 1885 au grade de « Professeur adjoint assimilé aux titulaires » et enfin, en mars 1888, à celui de « Professeur » sur une chaire d'Histoire moderne. Il est, à partir de 1886, représentant de la Faculté des lettres au « Conseil général des Facultés de Paris » et secrétaire de ce Conseil ainsi que, depuis 1885, membre du « Comité consultatif de l'Instruction publique ». Conservant aussi sa fonction de Secrétaire général de la Société pour l'étude des questions d'enseignement supérieur, il est donc très occupé...



Son rôle est important dans l'organisation de la scolarité universitaire : instauration des « cours fermés » réservés aux étudiants inscrits et organisation de « conférences » pour la préparation de l'agrégation. Il déploie ses efforts pour obtenir une réforme de ce concours, participant à des commissions *ad hoc*. Il s'occupe beaucoup de la vie étudiante, est l'instigateur et le principal soutien de l'« Association générale des étudiants de Paris » qui se constitue en 1884, visite plusieurs associations de province et s'adresse aux étudiants français et étrangers réunis à Paris en 1889 à l'occasion de l'Exposition universelle.

Il est aussi très actif au sein de la « Commission pour l'étude des améliorations à introduire dans le régime des établissements d'enseignement secondaire » créée en juillet 1888, participant à trois des quatre Sous-commissions. C'est lui qui rédige les programmes et instructions de 1890 pour l'enseignement secondaire de l'histoire.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, il continue à collaborer avec Armand Colin, remanie et complète, en 1882-1884, sa collection de manuels d'histoire et, sous le pseudonyme de « Pierre Laloï », rédige des manuels d'instruction civique et morale en 1882 pour le Cours moyen, en 1887 pour le Cours élémentaire et en 1888 – en collaboration avec François Picavet – pour les grands élèves.

En dehors des instances officielles auxquelles il participe, il expose inlassablement ses idées sur ce que devrait être l'éducation dans des

discours (congrès, rentrées universitaires, distributions des prix, associations), dans la *Revue internationale de l'enseignement*, organe de la Société de l'enseignement supérieur, dans d'autres périodiques culturels et, de plus en plus, dans la presse quotidienne qui lui ouvre ses colonnes, particulièrement le *Journal des Débats politiques et littéraires* dont il est un collaborateur assidu.

Il se verrait sans doute à des postes de décision de l'Instruction publique : on dit qu'il est candidat à la direction de l'Enseignement supérieur en 1884 et à celle de l'Enseignement secondaire en 1887. Il s'agit là de postes plus techniques que politiques et en 1889, il refuse celui de directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères. Le recevant à l'Académie française, Gaston Boissier lui dira : « Je suis étonné que [...] vous n'avez pas été tenté de prendre part plus directement aux affaires de votre pays. On vous a offert, à plusieurs reprises, de hautes situations ; vous les avez toujours refusées. Peut-être ne vous convenait-il pas de mettre la main aux besognes journalières et de vous asservir à un parti »¹¹. Selon Sébastien Charléty¹², « On parlait pour lui de l'ambassade de Berlin ; on lui offrit, dit-on, la légation de Munich. Il répondit : "Je suis et je reste un professeur" [...] peut-être parce qu'il craignait que son passé de précepteur du Prince ne lui créât des obstacles, sûrement parce qu'il préféra, d'instinct, la liberté d'allure, de plume et de parole du professeur ». Henri de Régnier, recevant Pierre Benoît à l'Académie française en 1932 dans le fauteuil laissé vacant par Lavisse, considérera que ce dernier « n'a jamais été ministre mais a été le conseiller intime de la République »¹³.

En dehors d'un passage à la Ligue des Patriotes lors de sa création en 1882, on ne lui connaît aucun engagement dans un parti ou un mouvement politique après son ralliement à la république et, jusqu'en 1898, aucune prise de position publique en politique intérieure. Il semble qu'il ait quitté la Ligue des Patriotes à cause de l'orientation boulangiste que lui donne Déroulède mais il ne s'exprime pas publiquement à propos du général Boulanger.

Cet homme très occupé, de plus en plus sollicité, commence à ne pas assumer certains de ses engagements. Ainsi il est peu ou pas